ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 16 octobre 1984, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle", a donné le 19 novembre 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e oktober 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en van Openbaar Ambt en door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel en van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid", heeft de 19e november 1984 het volgend advies gegeven :

Comme le rapport au Roi l'expose, le projet tend principalement à modifier certaines dispositions de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, qui règlent la situation des stagiaires et qui organisent leur formation. Il s'agit de correctifs apportés à plusieurs des règles introduites par les arrêtés royaux du 18 novembre 1982 et du 30 mars 1983.

A. Visant des agents définitifs de l'Etat et des stagiaires qui accomplissent un stage précisément en vue d'acquérir cette qualité, les dispositions en projet seront de plein droit applicables au personnel des administrations relevant des Exécutifs des Communautés et des Régions.

On sait que l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose en ce sens en termes formels :

> "§ 3. Sans préjudice des dispositions de la présente section, le personnel est soumis aux règles légales et statutaires applicables aux agents définitifs, aux agents temporaires, au personnel auxiliaire et au personnel ouvrier temporaire de l'Etat".

La soumission du personnel des administrations dépendant des Exécutifs des Communautés et des Régions au statut fixé pour les agents des administrations de l'Etat constitue, sans aucun doute, une restriction aux compétences des Communautés et des Régions vis-à-vis du personnel placé sous l'autorité de leurs Exécutifs. Mais cette restriction correspond à une volonté délibérée, inspirée par la préoccupation

d' "éviter des distorsions et des concurrences stupides" (1). Une telle volonté s'est manifestée tout au long des travaux préparatoires. On trouve déjà une disposition, semblable à l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980, dans l'article 56, § 3, du projet de loi portant diverses réformes institutionnelles (2), et dans l'article 55, § 3, du projet de loi spéciale des Régions et des Communautés (3). A la séance publique du Sénat du 23 juillet 1980, M. Ph. MOUREAUX, Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles (F), s'exprime en ces termes : " ... il nous paraît extrêmement important que l'ensemble de ce qui concerne le statut de la Fonction publique reste national. Cet élément d'accord se trouvait déjà dans le Pacte d'Egmont ..." (4) (5).

.../...

---

(1) C'est ce que reconnaissait un membre de la Commission du Sénat, qui, lors de la discussion de la disposition relative au personnel des organismes d'intérêt public, devenue l'article 13, § 6, de la loi spéciale du 8 août 1980, avait déposé un amendement tendant à limiter l'intervention de l'autorité nationale à la fixation des "règles de base". Le Ministre des Réformes institutionnelles (F) a déclaré "extrêmement dangereux" cet amendement, qui a été rejeté par 16 voix contre 1 (Doc. parl. Sénat, sess. 1979-1980, n° 434/2, page 226).

(2) Doc. parl. Ch.,sess. 1977-1978, n° 461/1, page 62.

(3) Doc. parl. Sénat,sess. extr. 1979, n° 261, page 103.

(4) Cette déclaration a également été faite à propos de la discussion de la disposition devenue l'article 13, § 6, de la loi du 8 août 1980.

(5) Voir l'avis L. 14.635/2 du 5 juillet 1982 sur le projet devenu l'arrêté royal précité du 18 novembre 1982.

Si l'autorité nationale est ainsi compétente pour fixer le statut des agents des administrations des Communautés et des Régions, dans l'application du statut, l'Exécutif est substitué au Roi ou aux Ministres pour la gestion de ses services, et notamment lorsqu'il y a lieu de prendre des décisions individuelles (1).

L'Exécutif est, en outre, compétent pour prendre des dispositions réglementaires justifiées par les besoins spécifiques de ses services, à la condition que ces dispositions n'emportent aucune dérogation au statut des agents de l'Etat. En effet, il résulte des textes légaux cités que l'Exécutif a le pouvoir de prendre pour le Ministère de la Communauté ou de la Région placé sous son autorité, les dispositions particulières, visées à l'article 6, § 1er, du statut du 2 octobre 1937, qui assurent l'exécution de ce statut sans y apporter de dérogation.

.../...

---

(1) Article 83 et article 87, § 1er et § 2,de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

B. En raison de certaines différences qui existent entre, d'une part, les administrations de l'Etat et, d'autre part, les administrations relevant des Exécutifs des Communautés et des Régions, l'application du statut des agents de l'Etat aux agents des Communautés et des Régions doit nécessairement susciter des difficultés.

Dès qu'une règle analogue à celle qui fut finalement inscrite à l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 fut envisagée au cours de l'élaboration des réformes institutionnelles, le Conseil d'Etat a attiré l'attention sur ces difficultés.

Dans son avis du 28 juillet 1978 sur le projet de loi portant diverses réformes institutionnelles, le Conseil d'Etat a observé que "nombre de dispositions applicables aux agents visés par l'arrêté royal du 2 octobre 1937 sont rédigées en vue d'une application aux agents des ministères et ne sont pas applicables telles quelles au personnel des Régions". "Il appartiendra, dès lors, au législateur, ajoutait le Conseil d'Etat, d'apprécier s'il n'y a pas lieu d'habiliter le Roi à s'écarter, dans la mesure nécessaire pour répondre aux particularités de la situation des agents des administrations régionales, des dispositions légales et réglementaires applicables aux agents de l'Etat" (1). Le Conseil d'Etat a rappelé ces observations dans l'avis qu'il a donné les 31 mai et 6 juin 1979 sur le projet de loi spéciale des Régions

.../...

---

(1) Doc. parl. Ch.,sess. 1977-1978, n° 461/19, page 7.

et des Communautés (1). Il y a de nouveau renvoyé dans l'avis qu'il a donné le 6 juin 1980 sur le projet de loi spéciale de réformes institutionnelles, qui est devenu la loi spéciale du 8 août 1980 (2).

C. La loi spéciale du 8 août 1980 s'est bornée à énoncer que les règles légales et statutaires régissant les agents de l'Etat sont applicables aux agents dépendant des Exécutifs des Communautés et des Régions. En principe, ces règles sont donc d'application telles quelles.

Dès lors, c'est exclusivement à l'autorité nationale, compétente pour modifier lesdites règles, qu'il appartient d'apporter des dérogations à celles-ci ou d'habiliter les autorités des Communautés et des Régions à y apporter des dérogations, pour tenir compte des besoins particuliers des administrations relevant de ces Communautés et Régions (3).

---

(1) Doc. parl. Sén., sess. 1979-1980, n° 261/1, annexe I, page 32.

(2) Doc. parl. Sén., sess. 1979-1980, n° 434/1, pages 1-2.

(3) Le Moniteur belge du 6 novembre 1984 a publié un arrêté de l'Exécutif flamand du 19 septembre 1984 "portant la composition de la commission des stages pour le niveau 1 du Ministère de la Communauté flamande".

L'arrêté substitue pour les agents du niveau 1, à la commission interdépartementale (par erreur, la traduction française du décret emploie, à l'article 2, les mots "commission départementale") des stages instituée par l'article 33bis du statut du 2 octobre 1937, modifié par l'arrêté du 18 novembre 1982, une "commission des stages pour le niveau 1". Celle-ci est composée exclusivement de fonctionnaires du Ministère de la Communauté flamande.

Cet arrêté n'est pas de nature à modifier les observations qui sont faites ci-dessus en ce qui concerne la compétence de l'autorité nationale.

Par exemple, lorsque l'application du statut des agents de l'Etat aux agents des administrations des Communautés et des Régions ne peut se faire de manière adéquate sans certaines adaptations, il y a lieu que le Roi prenne lui-même les dispositions dérogatoires nécessaires ou que, sur base des dispositions combinées de l'article 87, § 3, de la loi spéciale et de l'article 6 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, il autorise l'Exécutif à les prendre. Il est évidemment loisible à l'Exécutif de faire connaître au Gouvernement national l'intérêt qu'il y a à ce que telles dérogations déterminées soient admises. Par ailleurs, pour se conformer à l'esprit de la loi spéciale, il y a lieu que le Gouvernement national se concerte avec l'Exécutif intéressé.

D. En vertu de l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980, les dispositions statutaires prises par le Roi pour les agents de l'Etat sont de plein droit applicables aux agents des administrations dépendant des Exécutifs des Communautés et des Régions.

Par conséquent, le Roi suspendrait ledit article 87, § 3, si, dans un arrêté relatif aux agents de l'Etat, Il omettait d'introduire les dispositions particulières qui, en raison des caractères propres des administrations des Communautés et des Régions, seraient nécessaires pour permettre l'application de l'arrêté aux agents de ces administrations.

.../...

L'application de l'arrêté en projet aux agents des administrations des Communautés et des Régions soulève des difficultés en raison de ce que les administrations dépendant de l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région déterminée forment un ministère unique et qu'en outre, ce ministère n'est pas placé sous l'autorité d'un Ministre national mais de l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région.

Pour éliminer ces difficultés, il y a lieu notamment de déterminer dans l'arrêté en projet si le directeur général de la formation institué par l'article 31, § 1er, du statut du 2 octobre 1937 pour les agents de l'ensemble des ministères nationaux sera compétent à l'égard des agents du Ministère de la Communauté française, du Ministère de la Région wallonne et du Ministère de la Communauté flamande ou si au contraire les attributions de ce haut fonctionnaire seront exercées, dans ces derniers Ministères, par un fonctionnaire propre à chacun de ceux-ci.

Il y a également lieu de déterminer si la commission interdépartementale des stages visée aux articles 32, § 1er, 33 et 33bis du statut du 2 octobre 1937 est compétente à l'égard des agents du Ministère de la Communauté française, du Ministère de la Région wallonne et du Ministère de la Communauté flamande ou si au contraire les attributions de cette commission seront exercées par une commission propre à chacun de ces ministères; dans l'une et l'autre hypothèses, il y a lieu de déterminer selon quelles règles la commission doit être composée et doit délibérer.

.../...

En conclusion, le présent projet doit, sous peine de méconnaître l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980, être revu de telle façon qu'il soit applicable aux agents des administrations dépendant des Exécutifs des Communautés et des Régions. Comme l'observation en a été faite plus haut, pour se conformer à l'esprit de ladite loi spéciale dans l'élaboration de ces dispositions, il y a lieu que le Gouvernement se concerte avec les Exécutifs.

Zoals in het verslag aan de Koning is uiteengezet, beoogt het ontwerp hoofdzakelijk wijziging van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, die de toestand van de stagiairs regelen en hun vorming organiseren. Het gaat om correcties die aangebracht worden in een aantal regels die bij de koninklijke besluiten van 18 november 1982 en 30 maart 1983 zijn ingevoegd.

A. De ontworpen bepalingen die doelen op vastbenoemde rijksambtenaren en op stagiairs die juist met het oog op het verkrijgen van die hoedanigheid een stage doormaken, zullen van rechtswege toepasselijk zijn op het personeel van de besturen die onder de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren.

Het is bekend dat artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen uitdrukkelijk in die zin beschikt :

> "§ 3. Onverminderd het bepaalde in deze afdeling, wordt het personeel onderworpen aan de wettelijke en statutaire regelen die van toepassing zijn op de in vast verband benoemde ambtenaren, het tijdelijk personeel, het hulppersoneel en het tijdelijk werklieden-personeel van het Rijk".

Dat het personeel van de onder de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven ressorterende besturen onder het statuut van het rijkspersoneel is gebracht, betekent ongetwijfeld een be-

.../...

perking van de bevoegdheden van de Gemeenschappen en de Gewesten ten aanzien van het onder het gezag van hun Executieven geplaatste personeel. Die beperking is echter bewust gewild ten gevolge van het streven om "onzinnige distorsie en concurrentie te voorkomen" (1). Van die wil is gedurende de gehele parlementaire voorbereiding gebleken. Een bepaling als die van artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 staat reeds in artikel 56, § 3, van het wetsontwerp houdende diverse institutionele hervormingen (2) en in artikel 55, § 3, van het ontwerp van bijzondere Gewest- en Gemeentschapswet (3). De heer Ph. MOUREAUX, Minister van Binnenlandse Zaken en van Institutionele Hervormingen (F), heeft

.../...

---

(1) Dit werd toegegeven door een lid van de Senaatscommissie, dat tijdens de bespreking van de bepaling omtrent het personeel van de instellingen van openbaar nut, welke bepaling artikel 13, § 6, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 geworden is, een amendement had ingediend om de bemoeiing van de nationale overheid te beperken tot het vaststellen van "grondregels". De Minister van Institutionele Hervormingen (F) heeft dat amendement, dat met 16 stemmen tegen 1 verworpen is, "uiterst gevaarlijk" genoemd (Gedr. St. Senaat, zitt. 1979-1980, nr 434/2, blz. 226).

(2) Gedr. St. Kamer, zitt. 1977-1978, nr 461/1, blz. 62.

(3) Gedr. St. Senaat, B.Z. 1979, nr 261, blz. 103.

zich in de openbare vergadering van de Senaat van 23 juli 1980 aldus uitgelaten : "... il nous paraît extrêmement important que l'ensemble de ce qui concerne le statut de la Fonction publique reste national. Cet élément d'accord se trouvait déjà dans le Pacte d'Egmont ..." (1)(2).

Is de nationale overheid dus bevoegd voor het vaststellen van het personeelsstatuut van de besturen van de Gemeenschappen en de Gewesten, voor de toepassing van het statuut neemt de Executieve de plaats in van de Koning of van de ministers wat het beheer over haar diensten betreft, inzonderheid wanneer individuele beslissingen genomen moeten worden(3).

De Executieve is daarenboven bevoegd voor het uitvaardigen van de verordeningsbepalingen waartoe wegens de specifieke behoeften van haar diensten aanleiding bestaat, mits die bepalingen geen afwijking van het statuut van het rijkspersoneel met zich brengen. Uit de aangehaalde wetteksten blijkt immers dat de Executieve bevoegd is om voor het onder haar gezag geplaatste Ministerie van de Gemeenschap of van het Gewest, de bijzondere, in artikel 6, § 1, van het statuut van 2 oktober 1937 bedoelde bepalingen uit te vaardigen, die aan dat statuut uitvoering geven zonder er van af te wijken.

.../...

---

(1) Die verklaring is ook afgelegd naar aanleiding van de bespreking van de bepaling die artikel 13, § 6, van de wet van 8 augustus 1980 geworden is.

(2) Zie advies L. 14.635/2 van 5 juli 1982 over het ontwerp dat het voormelde koninklijk besluit van 18 november 1982 geworden is.

(3) Artikel 83 en artikel 87, § 1 en § 2,van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

B. Het kan niet anders of de toepassing van het statuut van het rijkspersoneel op het personeel van de Gemeenschappen en de Gewesten zal moeilijkheden veroorzaken wegens het bestaan van een aantal verschillen tussen enerzijds de rijksbesturen en anderzijds de besturen die onder de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven ressorteren.

Zodra tijdens de voorbereiding van de hervorming van de instellingen gedacht werd over een soortgelijke regel als die welke uiteindelijk ingeschreven is in artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, heeft de Raad van State meteen de aandacht gevestigd op die moeilijkheden.

In zijn advies van 28 juli 1978 over het wetsontwerp houdende diverse institutionele hervormingen, heeft de Raad van State erop gewezen dat "tal van bepalingen die gelden voor het in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 bedoelde personeel, opgesteld zijn om toegepast te worden op het personeel van de ministeries en niet zonder meer toepasbaar zijn op het personeel van de Gewesten". De Raad van State liet daarop volgen dat "het dus zaak van de wetgever (zal) zijn, uit te maken of de Koning niet bevoegd moet worden gemaakt om, in de mate waarin dat ter wille van het specifieke van de toestand van het gewestelijk personeel nodig zal zijn, af te wijken van de wets- en verordeningsbepalingen die voor het rijkspersoneel gelden" (1). De Raad van State heeft aan die opmerkingen herinnerd in het advies dat hij op 31 mei en 6 juni 1979 gegeven

.../...

---

(1) Gedr. St. Kamer, zitt. 1977-1978, nr 461/19, blz. 7.

heeft over het ontwerp van bijzondere Gewest- en Gemeenschapswet (1). Hij heeft er opnieuw naar verwezen in het advies dat hij op 6 juni 1980 gegeven heeft over het ontwerp van bijzondere wet tot hervorming der instellingen, dat de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is geworden (2).

C. De bijzondere wet van 8 augustus 1980 heeft er zich toe bepaald te stellen dat de wettelijke en statutaire regelen die van toepassing zijn op de rijksambtenaren, toepassing vinden op het personeel dat onder de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteert. In principe zijn die regelen dus van toepassing zoals ze zijn.

Het is dan ook uitsluitend aan de nationale overheid, die bevoegd is om die regelen te wijzigen, dat het toekomt daarop afwijkingen te stellen of de overheden van de Gemeenschappen en de Gewesten te machtigen om daarvan af te wijken ten einde rekening te houden met de bijzondere noden van de besturen die onder die Gemeenschappen en Gewesten ressorteren (3).

.../...

---

(1) Gedr. St. Senaat, zitt. 1979-1980, nr 261/1, bijlage I, blz. 32.

(2) Gedr. St. Senaat, zitt. 1979-1980, nr 434/1, blz.1-2.

(3) Het Belgisch Staatsblad van 6 november 1984 heeft een besluit van de Vlaamse Executieve van 19 september 1984 bekendgemaakt "houdende samenstelling van de stagecommissie voor niveau 1 van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap".

Het besluit vervangt, wat de ambtenaren van niveau 1 betreft, de interdepartementale stagecommissie (de Franse vertaling van het decreet gebruikt in artikel 2 bij vergissing de woorden "commission départementale"), ingesteld bij artikel 33bis van het statuut van 2 oktober 1937, welk artikel gewijzigd is bij het besluit van 18 november 1982, door een "stagecommissie voor niveau 1". Deze bestaat uitsluitend uit ambtenaren van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Dat besluit is niet zodanig dat de opmerkingen die hierboven ten aanzien van de bevoegdheid van de nationale overheid zijn gemaakt, erdoor worden gewijzigd.

Zo bijvoorbeeld, wanneer het statuut van het rijkspersoneel niet zonder enige aanpassingen adequaat op het personeel van de besturen van de Gemeenschappen en de Gewesten toe te passen is, dient de Koning zelf de nodige afwijkingsbepalingen vast te stellen of, op grond van de gecombineerde bepalingen van artikel 87, § 3, van de bijzondere wet en van artikel 6 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, de Executieve te machtigen om ze vast te stellen. Het staat de Executieve uiteraard vrij de nationale Regering in te lichten over het belang dat het bestaan van deze of gene afwijking oplevert. Anderzijds behoort de nationale Regering, wil zij zich gedragen naar de geest van de bijzondere wet, met de betrokken Executieve overleg te plegen.

D. Krachtens artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn de statutaire bepalingen die de Koning ten aanzien van het rijkspersoneel heeft vastgesteld, van rechtswege toepasselijk op het personeel van de besturen die onder de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren.

De Koning zou bijgevolg dat artikel 87, § 3, schorsen als Hij in een besluit betreffende het rijkspersoneel zou nalaten de bijzondere bepalingen op te nemen die wegens de eigen kenmerken van de besturen van de Gemeenschappen en de Gewesten, nodig zouden zijn om de toepassing van het besluit op het personeel van die besturen mogelijk te maken.

De toepassing van het ontworpen besluit op het personeel van de besturen van de Gemeenschappen en de Gewesten stelt problemen doordat de besturen die onder de Executieve van een bepaalde Gemeenschap of een bepaald Gewest ressorteren, maar één ministerie vormen en doordat dat ministerie bovendien niet onder het gezag van een nationaal Minister staat, maar onder dat van de Executieve van een Gemeenschap of een Gewest.

.../...

Om die moeilijkheden te ondervangen, moet in het ontworpen besluit onder meer worden uitgemaakt of de bij artikel 31, § 1, van het statuut van 2 oktober 1937 voor het personeel van alle nationale ministeries gecreëerde directeur-generaal van de vorming, bevoegd zal zijn voor het personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, dan wel of integendeel in elk van deze ministeries de bevoegdheden van die hoge ambtenaar uitgeoefend zullen worden door een eigen ambtenaar.

Uitgemaakt moet ook worden of de in de artikelen 32, § 1, 33 en 33bis van het statuut van 2 oktober 1937 bedoelde interdepartementale stagecommissie bevoegd is voor het personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, het Ministerie van het Waalse Gewest en het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, dan wel of integendeel de bevoegdheden van die commissie in elk van die ministeries door een eigen commissie zullen worden uitgeoefend; in de beide gevallen is het zaak te bepalen volgens welke regels de commissie moet worden samengesteld en moet beraadslagen.

Als conclusie kan worden gesteld dat het onderhavige ontwerp, wil artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet miskend zijn, zo moet worden herzien dat het toepasselijk is op het personeel van de besturen die onder de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren. Zoals hierboven is opgemerkt, is het noodzakelijk dat de Regering bij het ontwerpen van die bepalingen, om in de geest van de genoemde bijzondere wet te blijven, overleg pleegt met de Executieven.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.